



Arrêt

**n° 177 825 du 17 novembre 2016
dans l'affaire X et X / VII**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 15 octobre 2015, par X alias X, qui déclare être de nationalité ivoirienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire pris le 30 septembre 2015 et lui notifié le même jour.

Vu la requête introduite le 15 octobre 2015, par le même requérant, tendant à la suspension et l'annulation de l'interdiction d'entrée prise également à son encontre le 30 septembre 2015 et lui notifiée le même jour.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu les notes d'observations et les dossiers administratifs.

Vu les ordonnances du 3 février 2016 convoquant les parties à l'audience du 7 mars 2016.

Entendu, en son rapport, C. ADAM, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me P. VANCRAKENEST *loco* Me S. DELHEZ, avocats, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Jonction des causes

1.1. Dans ses recours, le requérant sollicite la jonction des causes.

1.2. Le Conseil constate que les actes attaqués dans les deux recours introduits par le requérant sont d'une part, un ordre de quitter le territoire, et d'autre part, une interdiction d'entrée. Or, il ressort de l'article 74/11, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980 que l'interdiction d'entrée assortit nécessairement un ordre de quitter le territoire. De surcroît, en l'espèce, le deuxième acte attaqué, soit l'interdiction d'entrée, se réfère expressément à l'ordre de quitter le territoire entrepris, par l'indication selon laquelle « *La décision d'éloignement du 30/09/2015 est assortie de cette interdiction d'entrée* ». L'ordre de quitter le territoire et l'interdiction d'entrée, pris tous deux le même jour, présentent ainsi entre

eux des liens étroits de sorte que le lien de connexité doit être considéré dans les circonstances de la cause comme établi.

1.3. Le Conseil n'aperçoit dès lors pas de raison de s'opposer à la jonction sollicitée par le requérant.

2. Faits pertinents de la cause

2.1. Le 3 mars 2015, un dénommé M.C. C., de nationalité ivoirienne et mineur d'âge (né le 12/05/1999), titulaire du passeport n° 14AE76496 a obtenu le visa D qu'il avait sollicité en vue de venir rejoindre sa mère K.G.N. A., arrivée sur le territoire belge dix ans plus tôt et devenue belge entre-temps.

2.2. Le 20 avril 2015, le requérant qui déclare se nommer M. S. B. alias M.S. C., né le 12/05/1990, arrive sur le territoire sous le couvert des passeport et visa précités et est intercepté avec 5 kilos de cocaïne dans ses valises.

Il est placé sous mandat d'arrêt et cité ensuite à comparaître devant le Tribunal correctionnel de Namur, deux préventions ayant été retenues à son encontre.

Le 30 septembre 2015, il est acquitté de la première prévention portant sur l'acquisition, la détention et l'importation de cocaïne mais reconnu coupable - une suspension du prononcé lui ayant toutefois été accordée - de la seconde prévention, à savoir *« avoir fait établir pour [M.S. B.] un passeport au nom de [M.C. C.] et faisant apparaître comme date de naissance le 12/05/1999 alors qu'il est né le 12/05/1990 et ceci afin d'apparaître comme étant mineur d'âge et avoir utilisé ce passeport pour venir de Côte d'Ivoire en Belgique »*.

2.3. Le même jour, soit le 30 septembre 2015, la partie défenderesse prend un ordre de quitter le territoire (annexe 13) ainsi qu'une interdiction d'entrée (annexe 13sexies) à l'encontre du requérant qui lui sont notifiés le jour même.

Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

En ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 7 de la loi du 15 décembre 1980, al. 1er, 1°: demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis ; l'intéressé n'est pas en possession d'un passeport muni d'un visa en cours de validité.

Article 7 de la loi du 15 décembre 1980, al.1 er, 3° + art.. 74/14 §3, 3°: est considéré par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration ou par son délégué, V. Derue, attaché, comme pouvant compromettre l'Ordre public : l'intéressé a été placé sous mandat d'arrêt du 21/04/2015 à ce jour du chef d'Infraction à la loi sur les stupéfiants

Article 74/14 §3,1° : il existe un risque de fuite : L'intéressé n'a pas d'adresse officielle en Belgique»

En ce qui concerne l'interdiction d'entrée

« L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants:

Article 74/11, § 1, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée, parce que:

☒ 1° aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire et/ou;

☐ 2° l'obligation de retour n'a pas été remplie.

intéressé a été placé sous mandat d'arrêt du 21/04/2015 à ce jour du chef d'infraction à la loi sur les stupéfiants.

Il existe donc un risque de nouvelle violation de l'ordre public. Pour cette raison aucun délai a été accordé pour le retour volontaire. De plus, l'intéressé n'a pas d'adresse officielle en Belgique, il existe donc un risque de fuite.

C'est pourquoi une interdiction d'entrée de 3 ans lui est imposée.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de trois ans; parce que: Article 74/11, § 1^{er}, alinéa 2:

☒ *aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire et/ou*

☐ *l'obligation de retour n'a pas été remplie*

intéressé a été placé sous mandat d'arrêt du 21/04/2015 à ce jour du chef d'infraction à la loi sur les stupéfiants.

Il existe donc un risque de nouvelle violation de l'ordre public. Pour cette raison aucun délai a été accordé pour le retour volontaire. De plus, l'intéressé n'a pas d'adresse officielle en Belgique, il existe donc un risque de fuite

C'est pourquoi une interdiction d'entrée de 3 ans lui est imposée.»

3. Examen du recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire

3.1. Exposé des moyens d'annulation

3.1.1. A l'appui de son recours, le requérant soulève un premier moyen pris de la « *violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que les articles 7, 62 et 74/14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et les articles 24 et 25 du Code Judiciaire qui consacre l'autorité de chose jugée qui s'attache aux décisions des cours et tribunaux* ».

Il soutient que la partie défenderesse ne pouvait motiver l'ordre de quitter le territoire attaqué par le constat que « *par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale* » alors qu'il a été acquitté, le 30 septembre 2015, de la prévention d'infraction à la loi sur les stupéfiants. Il estime également qu'en motivant de la sorte sa décision attaquée, la partie défenderesse viole les articles 24 et 25 du Code Judiciaire ainsi que l'article 7, §1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980.

Il reproche ensuite à la partie adverse d'avoir mentionné qu'il n'avait pas d'adresse officielle en Belgique alors qu'il a voyagé légalement depuis la Côte d'Ivoire suite à la délivrance d'un titre de séjour sur base d'un regroupement familial avec sa mère, laquelle est domiciliée à Dinant et qu'il a indiqué dans sa demande d'autorisation de séjour qu'il rejoignait sa mère à ladite adresse.

3.1.2. Le requérant soulève un deuxième moyen pris de la « *violation des articles 3 et 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales ainsi que les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers* ».

Il soutient qu'il a obtenu un titre de séjour suite à une demande de regroupement familial afin de rejoindre sa mère belge et que la partie adverse ne pouvait en conséquence ignorer la présence de sa mère sur le territoire belge et prétend qu'en lui notifiant l'ordre de quitter le territoire, la partie défenderesse le prive de tout contact avec sa mère pour trois ans, ce qui selon lui serait constitutif d'une violation de l'article 8 C.E.D.H., et ce d'autant plus que sa présence auprès de sa mère est indispensable dans la mesure où elle est malade et qu'en raison de son fragile état de santé, il ne lui sera pas possible de lui rendre visite en Côte d'Ivoire.

Il fait ensuite grief à la décision querellée de ne pas être motivée par rapport à la présence de sa mère sur le territoire belge.

Il prétend enfin que la décision querellée violerait aussi l'article 3 de la C.E.D.H. en ce qu'elle précariserait son séjour alors qu'elle est entrée légalement sur le territoire belge et qu'elle se voit en raison d'une décision manifestement illégale privée de la possibilité de régulariser son séjour.

3.2. Discussion

3.2.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle que selon la théorie de la pluralité des motifs, le Conseil n'a pas à annuler une décision fondée sur deux ou plusieurs motifs dont l'un ou certains seulement sont illégaux lorsqu'il apparaît que l'administration aurait pris la même décision si elle n'avait retenu que le ou les motifs légaux.

Or en l'espèce, alors que l'ordre de quitter le territoire attaqué est notamment pris au motif, prévu par des dispositions légales et réglementaires auxquelles il renvoie expressément, que le requérant demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 de la loi, force est de constater que l'intéressé reste en défaut de contester la matérialité et la pertinence de ce premier motif. Et pour cause puisqu'il a avoué que le passeport qui lui avait permis d'accéder au territoire était « contrefait » et a été condamné par le Tribunal pour ces faits.

Il s'ensuit que la requérante n'a pas intérêt à son moyen dès lors que celle-ci se borne à contester un motif de la décision attaquée - motif fondé sur son comportement considéré comme pouvant compromettre l'ordre public - , qui même à le supposer illégal, n'entraînerait pas l'annulation de cette décision, celle-ci étant suffisamment motivée par la présence d'un autre motif déterminant et autonome.

S'agissant du risque de fuite qui fonde la décision de la partie défenderesse de ne pas accorder au requérant de délai pour quitter le territoire, le Conseil observe que ce motif repose sur le constat que l'intéressé n'a pas d'adresse officielle en Belgique, constat qui se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas valablement rencontré en termes de requête. C'est en effet en vain que le requérant allègue qu'il a un domicile officiel en Belgique, à savoir celui de sa mère qu'il est venu rejoindre, dès lors que le visa qu'il affirme avoir obtenu pour ce faire a en réalité été délivré à une autre personne, en l'occurrence un certain M.C.C., né le 12 mai 1999 tandis que le requérant prétend se nommer M.S.B. ou M.S.C. et être né le 12 mai 1990. Il en va d'autant plus ainsi que si le requérant soutient être le fils de la personne qu'il a voulu rejoindre en Belgique - de sorte qu'il n'aurait menti que sur son âge et sur son nom - le Conseil observe que ces déclarations sont incompatibles avec les propos tenus précédemment par sa « prétendue » mère, *in tempore non suspecto*, dans le cadre de sa demande d'asile : elle y affirme en effet avoir un fils dont l'identité et l'année de naissance sont bien celles qui ont été communiquées pour l'obtention du visa.

3.2.2. Sur le deuxième moyen, s'agissant de la violation alléguée de l'article 8 de la C.E.D.H., force est d'observer, au vu des développements ci-avant, que le requérant demeure en défaut de démontrer son lien de filiation avec sa prétendue mère de sorte que l'article 8 précité ne saurait en conséquence avoir été violé. En tout état de cause, le Conseil rappelle que cette disposition ne protège que les liens familiaux restreints aux époux et aux enfants mineurs, et ne s'étant à d'autres membres de la famille que pour étant qu'il soit établi qu'existent entre eux des liens de dépendance étroits. En l'occurrence, le requérant, qui est majeur, n'a fait valoir aucun lien de dépendance particulier à l'égard de sa mère. Il invoque, certes, en termes de requête l'état de santé défaillant de cette dernière. Cependant, outre que cette allégation ne repose sur aucun élément probant, il y a lieu d'observer qu'elle n'a pas été communiquée en temps utile à la partie défenderesse de sorte qu'il ne saurait être reproché à cette dernière de ne pas en avoir tenu compte avant la prise de la décision querellée.

En ce qu'il soutient que l'ordre de quitter le territoire querellée l'empêcherait d'avoir tout contact avec sa mère pendant les trois années à venir, force est de constater qu'il manque en fait, ces conséquences étant inhérentes non à l'ordre de quitter le territoire mais à l'interdiction d'entrée qui l'accompagne.

Enfin, en ce qu'il soutient que cette décision précarise son séjour et viole ce faisant l'article 3 de la CEDH, le moyen est également dénué de pertinence. Un ordre de quitter le territoire qui a pour but de mettre fin à une situation irrégulière ne constitue pas en soi un traitement inhumain et dégradant au sens de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

3.2.3. Il se déduit des considérations qui précèdent que les moyens ne sont pas fondés.

4. Examen du recours dirigé contre l'interdiction d'entrée

4.1. Exposé des moyens d'annulation

4.1.1. A l'appui de son recours, le requérant soulève un premier moyen pris de la « violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que de

l'articles 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et les articles 24 et 25 du Code Judiciaire qui consacre l'autorité de chose jugée qui s'attache aux décisions des cours et tribunaux ».

Il soutient que la partie défenderesse ne pouvait motiver l'interdiction d'entrée attaquée par les constats, d'une part, que « *l'intéressé n'a pas d'adresse officielle en Belgique, il existe donc un risque de fuite* » alors qu'un titre de séjour lui a été accordé pour rejoindre sa mère, et d'autre part, que l'« *intéressé a été placé sous mandat d'arrêt du 21/04/2015 à ce jour du chef d'infraction à la loi sur les stupéfiants. Il existe donc un risque de nouvelle violation de l'ordre public. Pour cette raison aucun délai a été accordé pour le retour volontaire* » alors qu'il a été acquitté, le 30 septembre 2015, de la prévention d'infraction à la loi sur les stupéfiants. Il estime également qu'en motivant de la sorte sa décision attaquée, la partie défenderesse viole les articles 24 et 25 du Code Judiciaire ainsi que l'article 7, §1^{er}, 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

4.1.2. Le requérant soulève un deuxième moyen pris de la violation « *des articles 3 et 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales ainsi que les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et les articles 40bis, 40ter et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers* ».

Il soutient qu'il a obtenu un titre de séjour suite à une demande de regroupement familial afin de rejoindre sa mère belge et que la partie adverse ne pouvait en conséquence ignorer la présence de sa mère sur le territoire belge et prétend qu'en lui délivrant l'interdiction d'entrée litigieuse, la partie défenderesse le prive de tout contact avec sa mère pour trois ans, ce qui selon lui serait constitutif d'une violation de l'article 8 C.E.D.H., et ce d'autant plus que sa présence auprès de sa mère est indispensable dans la mesure où elle est malade et qu'en raison de son fragile état de santé, il ne lui sera pas possible de lui rendre visite en Côte d'Ivoire.

Il fait ensuite grief à la décision querellée de ne pas être motivée par rapport à la présence de sa mère sur le territoire belge.

Il prétend également que la décision querellée violerait les articles 40bis et 40ter de la loi du 15 décembre 1980 car elle le prive de la possibilité d'introduire une nouvelle demande de regroupement familial du fait de la pratique de la partie défenderesse, en pareille hypothèse, de rendre des décisions de refus de prise en considération.

Enfin, il soutient aussi que cette décision méconnaîtrait l'article 3 de la C.E.D.H. en ce qu'elle précariserait son séjour alors qu'elle est entrée légalement sur le territoire belge et qu'elle se voit en raison d'une décision manifestement illégale privée de la possibilité de régulariser son séjour.

4.2. Discussion

4.2.1. Sur le premier moyen, le Conseil constate que l'interdiction d'entrée incriminée a été prise en application de l'article 74/11, § 1, alinéa 2, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 et est ainsi motivée par l'absence de délai laissé au requérant pour quitter la Belgique. Cette absence de délai est fondée elle-même, ainsi que cela ressort de l'ordre de quitter le territoire délivré concomitamment au requérant, sur le risque de fuite du requérant et non comme le soutient l'intéressé en termes de requête sur « la menace pour l'ordre public » qu'il constituerait. Le moyen est, dans cette mesure, non fondé. Par ailleurs, s'agissant du risque de fuite en tant que tel, force est de constater que ce motif n'est pas valablement rencontré dans le recours. En effet, ainsi que précisé ci-avant, dans l'examen du recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, c'est en vain que le requérant allègue qu'il a un domicile officiel en Belgique, à savoir celui de sa mère qu'il est venu rejoindre, dès lors que le visa qu'il affirme avoir obtenu pour ce faire a en réalité été délivré à une autre personne, en l'occurrence un certain M.C.C., né le 12 mai 1999 tandis que le requérant prétend se nommer M.S.B. ou M.S.C. et être né le 12 mai 1990. Il en va d'autant plus ainsi que si le requérant soutient être le fils de la personne qu'il a voulu rejoindre en Belgique - de sorte qu'il n'aurait menti que sur son âge et sur son nom - le Conseil observe que ces déclarations sont incompatibles avec les propos tenus précédemment par sa « prétendue » mère, *in tempore non suspecto*, dans le cadre de sa demande d'asile : elle y affirme en effet avoir un fils dont l'identité et l'année de naissance sont bien celles qui ont été communiquées pour l'obtention du visa .

4.2.2. Sur le second moyen, à titre liminaire, en ce qu'il est pris de la violation des article 40*bis* et 40*ter* de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil observe qu'il manque en fait. Ces dispositions n'étant pas appliquées en l'espèce, la partie défenderesse ne peut les avoir violées en prenant la décision querellée.

S'agissant de la violation de l'article 8 de la CEDH, le Conseil ne peut, à nouveau, que rappeler que le requérant demeure en défaut de démontrer son lien de filiation avec sa prétendue mère de sorte que l'article 8 précité ne saurait en conséquence avoir été violé. En tout état de cause, le Conseil rappelle que cette disposition ne protège que les liens familiaux restreints aux époux et aux enfants mineurs, et ne s'étant à d'autres membres de la famille que pour étant qu'il soit établi qu'existent entre eux des liens de dépendance étroits. En l'occurrence, le requérant, qui est majeur, n'a fait valoir aucun lien de dépendance particulier à l'égard de sa mère. Il invoque, certes, en termes de requête l'état de santé défaillant de cette dernière. Cependant, outre que cette allégation ne repose sur aucun élément probant, il y a lieu d'observer qu'elle n'a pas été communiquée en temps utile à la partie défenderesse de sorte qu'il ne saurait être reproché à cette dernière de ne pas en avoir tenu compte avant la prise de la décision querellée. Par ailleurs, si l'article 8 de la CEDH impose à la partie défenderesse d'examiner la vie privée et familiale de l'étranger avant de prendre une mesure qui affecte ces dernières, il ne lui impose nullement de motiver formellement sa décision à cet égard.

S'agissant enfin de la violation de l'article 3 CEDH, le Conseil observe que le fait de délivrer, en conformité avec les dispositions légales en vigueur, une interdiction d'entrée n'est pas en soi constitutif d'un traitement inhumain et dégradant au sens de l'article 3 précité.

4.2.3. Il se déduit des considérations qui précèdent que les moyens ne sont pas fondés.

5. Débats succincts

5.1. Les débats succincts suffisant à constater que les requêtes en annulation ne peuvent être accueillies, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Les recours en annulation étant rejetés par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur les demandes de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

Les recours n°X et X sont joints.

Article 2.

Les requêtes en suspension et annulation sont rejetées.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-sept novembre deux mille seize par :

Mme C. ADAM, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme E. TREFOIS, greffier.

Le greffier,

Le président,

E. TREFOIS

C. ADAM